

LE CHOMAGE DANS LE MONDE

IV. - Chômage en économie capitaliste arriérée

Il est un grand nombre de pays qui ne furent pratiquement pas touchés par les grandes poussées de chômage des crises qui commencèrent en 1929, en 1937 et en 1948. Ces pays ont eu une proportion de chômage stable pendant ces trente dernières années et n'ont ressenti que très estompés (1) les contrecoups des hauts et des bas de l'emploi des pays industrialisés : ce sont les **pays sous-développés** (2).

Le chômage, dans ces régions, est tout à fait particulier, car l'économie des pays insuffisamment développés est caractérisée non seulement par une **demande effective** (consommateurs en mesure d'acheter) de consommation extrêmement réduite, mais encore par une **pénurie de capitaux** qui ne permet pas un équipement industriel capable d'occuper l'ensemble de la main-d'œuvre.

Ces pays ont en effet été touchés les derniers par la révolution industrielle, soit que leurs sources d'énergie et leurs matières premières aient longtemps été considérées comme nulles, soit qu'elles aient été accaparées par des intérêts étrangers qui les ont ou gardées en réserve ou utilisées pour les transformer ailleurs. N'ayant ainsi pratiquement pas connu l'exploitation industrielle, ces pays n'ont pas été le siège d'accumulation capitaliste ni de formation de chefs d'entreprises et de main-d'œuvre qualifiée. Ils peuvent, par contre, et c'est le cas le plus général, être surabondamment pourvus de main-d'œuvre spécialisée.

En effet, s'ils ont été maintenus à l'écart de l'évolution économique née en Europe, ces peuples ont été touchés par l'essor démographique dû à l'amélioration mondiale des conditions élémentaires de vie en matière d'alimentation et surtout d'hygiène. L'effectif de leur population s'accroît donc sans arrêt, alors que dans les pays industrialisés, il a tendance à se stabiliser du fait du minimum de bien-être qui s'y est généralisé. Cette main-d'œuvre de plus en plus abondante demeure cantonnée dans l'unique secteur économique ouvert : l'exploitation agricole généralement de type féodal ou semi-féodal, stade où s'est arrêtée l'évolution du pays. Les terres incultes puis marginales sont rapidement intégrées au domaine cultivé et les travailleurs apparaissent en sur-nombre croissant, soit qu'ils aillent grossir un prolétariat déraciné dans des villes sans industrie où ils ne peuvent espérer de mieux que participer à des services domestiques pléthoriques.

Sous-emploi permanent et chômage saisonnier

On observe ainsi dans ces pays à la fois un **sous-emploi chronique** dû à l'excédent de population, mais aussi un **chômage saisonnier** dû à la structure technologique de l'exploitation agricole (des régimes de grande monoculture, riz, blé, coton ne donnent rarement d'occupation pendant plus d'un tiers de l'année) (3).

Cette situation est vraisemblablement analogue à celle qu'ont connue la Grande-Bretagne au XVIII^e siècle et l'Europe occidentale jusqu'au milieu du XIX^e. L'Europe orientale était encore dans ce cas avant la Seconde Guerre mondiale, alors que l'on considérait qu'un quart à un tiers des paysans comme en sur-nombre et que l'on voyait de gigantesques migrations saisonnières dévaler des Carpates et des Balkans tantôt vers les récoltes des plaines, tantôt vers les usines des villes.

C'est dans une situation de sous-emploi permanent que vivent actuellement

les populations des péninsules méditerranéennes de l'Europe. On considère généralement que 45 % des agriculteurs en Grèce, 35 % en Italie du Sud et une proportion voisine en Espagne sont en surnombre dans l'agriculture. L'Irlande est un autre cas en Europe occidentale. C'est la situation aussi de toute l'Afrique (50 % des paysans égyptiens en surnombre) et de toute l'Asie, mis à part le Japon et l'I.U.R. S. S. L'Amérique même, bien qu'étant en peu d'endroits littéralement surpeuplée et bien qu'offrant de grands territoires cultivables encore vides, connaît le sous-emploi agricole dans le sud des U. S. A., au Mexique, dans certaines Antilles (notamment à Porto-Rico où l'on comptait 20 % de chômeurs avant les troubles de 1950) et dans toute l'Amérique latine en général.

Les mesures générales qui peuvent pallier chacun de ces maux sont diverses.

Le **sous-emploi chronique** peut être réduit par l'**émigration définitive**, solution adoptée par l'Europe jusqu'au début du XX^e siècle, la **colonisation intérieure** possible en Inde et au Japon et surtout l'**industrialisation** qui doit absorber l'excédent de travailleurs inutiles à la terre.

Le chômage saisonnier peut être évité par les **migrations saisonnières** vers les lieux d'emploi ou par l'existence d'emplois non loin de l'habitat normal : **industries rurales ou travaux publics** (4) et surtout par la **modification de la structure de l'exploitation** : introduction de la polyculture, de l'élevage, etc., redistribution des terres. Et nous touchons là au grand problème des pays ruraux, à la revendication majeure des masses paysannes d'Asie et du monde entier : la **réforme agraire**.

La réforme agraire

DES millions de travailleurs agricoles se voient réduits à une sur-exploitation intensive par les gros propriétaires féodaux ou semi-féodaux ; accablés à la misère par des salaires de famine, alors que le profit de la culture est monopolisé par les Latifundiaires d'Italie, les « Junkers » allemands, les « Zamindars » indiens, etc., ceux qui n'ont pour vivre que la force de leurs bras, les « brancos », comme on les appelle en Espagne, se voient sans emploi stable, alors qu'une partie importante des terres reste en friche, protégée de toute mise en valeur par la « propriété privée ».

Le prolétariat agricole d'immenses régions ne peut alors que réclamer le **partage des terres, les coopératives, la collectivisation**, étapes d'une même évolution. Et c'est la Réforme agraire que nous trouvons à l'origine de nombreux mouvements révolutionnaires tels que la Révolution Mexicaine de 1911 où la collectivisation fut arrachée par les paysans insurgés (Zapata...). C'est sous la pression des foules paysannes que les gouvernements d'Europe orientale (sauf la Hongrie où le comte Karolyi, dans un accès de démagogie, fut à peu près le seul à distribuer ses terres), Tchecoslovaquie, Bulgarie furent obligés d'édicter des lois de réforme agraire après la guerre de 1914-1918, lois dont évidemment ils s'empressèrent de saboter l'exécution.

Le partage des terres, depuis qu'il fut un des mots d'ordre de la révolution russe, est devenu une des bases des régimes dits de « Démocratie populaire », de l'Allemagne orientale à la Chine.

Dans les pays sous-développés demeurés capitalistes, la réforme agraire est devenue une promesse électorale rituelle que ne peuvent s'empêcher de formuler dans leurs programmes ni Syngman Rhee, ni Bao-Dai, ni Nehru, ni Neguib, ni De Gasperi. Il est bien évident qu'il n'y a pas plus à attendre de ces messieurs qu'il n'y eut à espérer d'Azaña et de son échec. Et l'histoire de la révolution espagnole 1936-39 a prouvé que l'expropriation des seigneurs fonciers et la collectivisation n'étaient réalisables que par la classe paysanne elle-même employant des méthodes révolutionnaires.

S'industrialiser ou périr

MAIS, une fois le sous-emploi et le chômage saisonnier éliminés, il faut veiller à transférer régulièrement le **surplus démographique** incessant au secteur industriel, car, alors que la population d'origine rurale croît, la main-d'œuvre requise est amenée à diminuer du fait de la mécanisation des travaux.

En effet, toutes ces réformes ne peuvent qu'amener pour le cultivateur un niveau de vie encore bas si l'accent n'est pas mis sur l'élévation de la productivité à l'aide d'équipement moderne.

Or les pays capitalistes insuffisamment développés ne pourraient encaisser leur chômage qu'à l'aide de capitaux dont ils ne disposent pas naturellement. Ils ne pourraient les trouver que par un prélèvement sur le revenu national qui favoriserait provisoirement au moins es secteurs arriérés de leur économie (agriculture) au détriment des rares secteurs avancés (industrie), ce dont ils sont bien incapables, car leurs gouvernements devraient alors s'opposer et aux intérêts des gros propriétaires fonciers et à la

bourgeoisie naissante (seules forces sociales dont précisément ils puissent être l'expression).

L'unique solution capitaliste restante est de se soumettre aux conditions de la haute finance internationale avec toute la contrepartie de sujétion économique accrue que cela suppose, les capitaux préférant s'investir, à notre époque, dans les pays sur-industrialisés où le profit est plus rapide et plus sûr.

On voit que la seule issue est révolutionnaire et que les pays actuellement sous-développés ne pouvant plus accomplir le processus d'industrialisation traditionnelle (par la bourgeoisie autochtone) sont amenés inéluctablement, par la pression démographique qui accroît la misère en chômage, asphyxiant leur économie, à opérer des bouleversements politiques violents et nouveaux.

(1) Uniquement dans les rares secteurs évolués de leur appareil de production, secteurs où n'était employée qu'une part sans grande importance numérique de la main-d'œuvre.

(2) Il faut entendre par ce terme l'ensemble des pays d'Asie (sauf le Japon) et d'Afrique et même d'Amérique latine et des péninsules méditerranéennes d'Europe.

(3) La culture du riz ne demande que 140 jours de travail dans la région de Madras, 114 jours dans le reste de l'Inde, 116 jours en Chine — celle du coton 160 jours.

(4) Une des conséquences du récent mouvement de regroupement des kolchozes en U. R. S. S. a été la libération d'une main-d'œuvre qui, notamment, a pu être employée aux grands travaux d'aménagement régional (vicinalité, électrification, navigation, irrigation, etc.) et notamment à la transformation du paysage russe par reboisement.

Chez LABOR, quai de Jemmapes, Paris L'action directe des ouvriers fera capituler la direction

LABOR est une importante fabrique, fournisseur des tenues de travail de la S.N.C.F. de l'E.D.F. et des grandes administrations. Pour qui connaît un peu ce genre de métier ne peut ignorer les conditions de travail de ce personnel surexploité, composé en majorité de femmes.

La direction de cette fabrique vient de poser un ultimatum à l'ensemble du personnel, bien digne des temps présents, où le patronat se croit redevable celui du droit divin. Arrogance, dictature, mépris en sont les plus vives caractéristiques. Voyons un peu les faits. Le travail ne mène pas dans cette maison et c'est ici que se dévoile toute la crapulerie de la direction.

Cette dernière vient d'avertir le personnel qu'une forte commande d'une administration publique lui était offerte, mais celle-ci n'avait été consentie que par un rabais sur le prix de revient des articles confectionnés — et non sur la marge bénéficiaire — ce qui nécessitait donc une augmentation des heures de travail (48 heures au lieu de 40 heures par semaine), mais sans majoration régulière (25 o/o) des heures supplémentaires. *A prendre ou à laisser*, telle fut l'offre de la direction au personnel. Celle-ci, spécifiant bien que si les ouvrières n'acceptaient pas, la maison Labor refusait ladite commande et qu'une partie du personnel serait licenciée et l'autre ne ferait plus que 32 heures par semaine.

Est-ce que cela va continuer longtemps ? Le sabotage caractérisé de la semaine de 40 heures, l'ignominie du patronat de ce bague.

Il appartient donc à l'ensemble du personnel de se révolter contre les

menaces de la direction. Il n'y a pas à hésiter, même devant les affres du chômage, de poursuivre une action efficace.

Le premier objectif pour le personnel de chez Labor est de s'unir en dehors de toute affinité syndicale, de créer ainsi et immédiatement un comité de lutte ouvrière de la fabrique, dont les délégués auront pour mission, sans se départir à aucun moment, d'exécuter à la lettre l'action décidée par l'ensemble du personnel. Cette action comporte : 1° d'accepter l'offre patronale ; 2° d'attaquer immédiatement la direction devant le Conseil des Prud'hommes par la violation du Code du Travail, par la non-application de la loi sur les heures supplémentaires au-dessus de 40 heures, qui doivent être majorées de 25 o/o minimum et suivant les entreprises, certaines dépassant ce taux. La direction sera obligée de capituler si, devant elle, se dresse, unanime et avec le désir certain de vaincre, l'ensemble du personnel. La fabrique, de son aveu même, ne peut licencier son personnel faute de travail. A moins qu'elle se retranche plus avant dans sa crapulerie et qu'elle fasse le lock-out général.

Travailleuses de chez Labor, la victoire est en vous si vous savez être unies, si vous savez ne pas vous attarder à des petites mesquineries, à des conciliabules avec la direction, si vous savez mener la lutte jusqu'au bout.

L'heure n'est pas aux délégations dans le bureau directorial de la fabrique Labor. L'heure est à l'action. Cette action, c'est la grève unanime et, devant votre désir de vaincre, LABOR CAPITULERA.

René GERARD.

La "liberté du choix du médecin" est une histoire de gros sous

DEPUIS ces derniers mois les médecins « installés » se sentent inquiets et mal à l'aise devant l'extension de la médecine de dispensaires et la médecine sociale. Les protestations fusent de tous côtés. On réagit fortement contre une socialisation ou une fonctionnarisation de la médecine qui risque fort de diminuer les belles clientèles des médecins.

Un dentiste d'une mutuelle se voit menacé d'être renvoyé de l'Ordre des Dentistes s'il continue à travailler à la vacation et non à l'acte. Les chambres syndicales font appel à la « dignité » de leurs médecins syndiqués pour qu'ils refusent le paiement à l'heure et revendiquent le paiement à l'acte médical. Les journaux médicaux montrent à quel point l'extension des Dispensaires de soins (tel que la Clinique des Bleuets pour les métallurgistes, par exemple) représentent un danger pour les médecins.

Les Mutuelles ont de plus en plus leurs médecins et leurs spécialistes chez qui les malades ne payent pas, le règlement étant fait directement par la Sécurité sociale. Toute cela rend les médecins si anxieux de leurs bénéfices et de leur train de vie qu'ils lancent une offensive de moins en moins violente contre la médecine sociale.

Il a été considéré comme une grande conquête sociale de mettre au service des collectivités importantes des médecins chargés de la surveillance et du dépistage.

L'Hygiène Scolaire et l'Hygiène Industrielle sont maintenant généralisées.

Or, ces derniers mois, on s'est mis à persécuter plus que jamais les médecins hygiénistes qui emploient sur le domaine du médecin traitant. Il a été précisé dans de nombreux textes que ces médecins ne doivent pas faire de traitements mais seulement dépister. Mais de plus, maintenant, on précise qu'ils n'ont plus le droit d'adresser les malades directement à un spécialiste ou à un hôpital sans passer par le médecin de famille. C'est ainsi que le médecin scolaire qui constate chez un enfant un trouble cardiaque doit le diagnostic délicat ne peut être fait que par un cardiologue. On voit donc que le médecin de famille qui ne sera pas plus capable que lui de faire un diagnostic précis. D'autre part, un médecin installé qui perçoit 500 fr. de consultation et qui vit de son quartier sera gêné pour envoyer à l'hôpital un de ses clients, finalement le médecin de famille ne peut pas plus voir si son école peut ou ne peut pas faire de sport.

On ne peut accuser le médecin scolaire d'avoir un bénéfice en envoyant ses gosses consulter à l'hôpital, c'est seulement pour avoir l'avis autorisé de spécialistes.

Une assistante sociale a failli perdre son poste car elle avait révisé sur l'avis à la famille le nom de l'institut spécialement créé pour assurer des soins dentaires gratuits aux enfants de la Ville de Paris.

Une autre assistante faillit être remerciée car elle avait mis sur l'avis d'aller passer la radioscopie dans le plus proche dispensaire. Eh ! Oui ! elle avait oublié que certains médecins ont un poste de radioscopie à amortir !

Toutes ces indignations de la part du corps médical se basent d'ailleurs sur la « liberté du choix du médecin », liberté de ces pauvres gosses qui n'ont pas d'argent et liberté de ces enfants pour lesquels les parents ne pourront certainement pas payer de 2.000 à 5.000 fr. de consultation chez un spécialiste privé remboursé 360 fr. ou même 500 fr.

C'est ainsi que le travail de ces médecins d'hygiène scolaire doit se borner à dire aux gosses bien portant « ça va bien » ou à ceux qui présentent un trouble : « Va voir ton médecin ». L'hygiène scolaire devenant par ce système une bonne source de revenus pour les médecins installés car les dépistages de ces visites méthodiques sont nombreux.

En Hygiène Industrielle, le travail pour qui a des coliques ou un gros rhume ou des douleurs, va voir le médecin d'entre-

prise qui lui dit : — « Oui, vous avez une rhino-pharyngite » ou un beau nom quelconque. Allez voir votre médecin de famille !

Or, qu'est-ce qui empêche de soigner les enfants dans le cadre de l'école (naturellement ceux dont les parents sont d'accord et dans les quartiers populaires ils le seraient tous ou presque) ? Qu'est-ce qui empêche les ouvriers d'être soignés au cours de ces visites obligatoires lorsqu'ils ont des troubles ? Ce sont les médecins installés dans leur bonne tradition et dans leurs cabinets qui doivent rapporter les médecins sociaux.

Les médecins se plaignent souvent d'être surchargés, mais n'avez crainte, ils ne font rien pour alléger leur travail !

Un ouvrier qui a une série d'intraveineuses qui pourraient être faites facilement par le médecin d'usine, ira faire la queue une ou deux heures chez son médecin traitant car la loi est ainsi faite. On conçoit à quel point des dispensaires pour les grandes usines faciliteraient les soins. Un dentiste pour une usine Citroën permettrait à des centaines de gens d'éviter les râteliers car le plus souvent un ouvrier ne peut trouver le temps d'aller chez un dentiste. Les dispensaires faits pour des collectivités importantes résoudraient les problèmes d'avance de fonds, permettraient des équipes de médecins avec des diagnostics sûrs et des traitements sur place. Ce se-

rait simple et efficace mais que deviendraient ces médecins installés qui sont pour la liberté quand cela gonfle leur portefeuille ! C'est tout de même au public de donner son avis ! C'est aux gens qui savent toutes les difficultés qu'il y a pour se soigner de faire savoir ce qu'ils préfèrent. D'ailleurs la Mutuelle de l'Enseignement et d'autres ont montré ce que les gens préfèrent.

De toute façon, il ne saurait être question d'obliger les malades à être soignés par les médecins d'entreprises ou de dispensaires mais de laisser en effet le libre choix réel et beaucoup prendraient la solution la plus pratique et la moins onéreuse.

Les médecins en l'occurrence se conduisent en parfaits commerçants et il n'est pas étonnant de les voir protégés par le gouvernement et ses décrets-lois.

La médecine sociale aurait pu être un progrès réel, elle sera comme toutes les soi-disant conquêtes étouffée par cette peur des privilèges de perdre leurs privilèges et par la force que savent déployer les Conseils de l'Ordre des Médecins ou des Dentistes face à l'inertie des syndicats. Pourtant il serait bon de ne pas laisser les notions de liberté et la protection des malades dans les mains d'organismes aussi « Vieille France » et aussi réactionnaires que les Conseils de l'Ordre car nous en créerons.

S. T.

Quand le patronat provoque LA CRISE ECONOMIQUE Epidémie de licenciements

- Ateliers de construction LAVALETTE : 259 ouvriers à Saint-Ouen et 28 à Romorantin.
- MANUFACTURE à Saint-Etienne (armes et cycles) : 200 employés.
- KLEBER-COLOMBES (pneus) : 220 ouvriers.
- COTONNIERE DE SAINT-QUENTIN, à Roanne : 200 ouvriers.
- MANUFACTURE MARSEILLAISE DE METAUX OUVRES (appareils ménagers, casques militaires) : 300 ouvriers.
- ACIERIES DE LA MARINE A SAINT-CHAMOND et SAINT ETIENNE 320 mises à la retraite.
- MACHINES AGRICOLES DE PUZENAT (Saône-et-Loire) : 50 ouvriers.
- SOCIETE FRANCAISE à Vierzon (tracteurs) : 30 ouvriers.
- TISSAGE GEORGES CHAPPEL, à Vercors (Vosges) : 100 ouvriers.
- CE SOIR (quotidien communiste de Paris) : licenciement général le 1^{er} mars.

Les licenciements suivants sont d'autre part, prévus :

- FORD, à Poissy (autos) : 300 employés des services généraux.
- FCNDRERIES DE SAINT-NAZAIRE : 180 ouvriers.

Au Viet-Nam comme en Espagne

(Suite de la première page)

naire ne doivent pas se relâcher sous le mauvais prétexte de la lutte militaire stricte à conduire. L'impérialisme inter-

national et ses serviteurs féodaux locaux sont prêts à mettre à profit le moindre signe d'apathie et de lassitude du prolétariat vietnamien. Déjà Bao Dai et sa clique que personne ne prenait au sérieux peuvent essayer de se donner quelque apparence représentative dans la zone occupée en satisfaisant à certaines revendications démocratiques (en organisant les élections que l'on sait, ou malgré toutes les mesures sélectives prises vis-à-vis de l'électorat, ce fut des listes d'opposition au régime qui l'emportèrent comme à Hanoi, métropole du Viet-Nam) ou même sociale (en simulant la réforme agraire). Puis les badoïstes pourront envisager d'opposer au peuple une armée mobilisée dans les zones « tenues », encadrée, équipée et soutenue par l'étranger.

Franco n'a pas procédé très différemment.

Pensons aux erreurs commises en Espagne ou en Grèce par d'autres « directeurs de révolution » et qui permirent à la réaction internationale d'établir dans ces pays les régimes crypto-fascistes aussi solidement que l'on sait.

L'une de ces erreurs est de croire que la Révolution, même dans sa phase ini-

tiale, peut-être gagnée simplement sur les champs de bataille. Les succès des stratèges, si grisants soient-ils, ne doivent pas revêtir plus d'importance que la collectivisation des terres et des usines.

Libérer des territoires en remettant à plus tard l'émancipation de la classe ouvrière et paysanne est une victoire qui contient les germes d'une défaite beaucoup plus grave.

REDACTION-ADMINISTRATION
LUSTRE René - 145, Quai de Valmy
PARIS (10^e)
C.P. 8032-84
FRANCE-COLONIES
1 AN : 1.000 Fr. — 6 MOIS : 500 Frs
AUTRES PAYS
1 AN : 1.250 Fr. — 6 MOIS : 625 Fr.
Pour changement d'adresse joindre
30 francs et la dernière bande

Le Gérant : René LUSTRE

Impr. Centrale du Croissant
19, rue du Croissant, Paris-9.
F. BACHON, imprimeur.

A TRAVERS LA PRESSE OUVRIERE

Ceux qui s'illusionnent

Dans « FORCE OUVRIERE », Pierre Neumeyer, préoccupé par la montée du chômage, préconise que la C.G.T.-F.O. prenne l'initiative d'une campagne pour dénoncer la crise auprès de la masse des salariés.

Après avoir expliqué qu'il ne sera pas possible au gouvernement d'appliquer sa politique de « relance », il poursuit :

Et c'est pourquoi la campagne que doit commencer dans le pays notre Centrale avec ses propres moyens ne doit pas être différée plus longtemps, même si elle ne doit pas toujours être comprise par la majorité des travailleurs.

La lutte contre le chômage, les travailleurs en sentent tous la nécessité ! Car tous ceux qui, actuellement, ont encore une occupation, se rendent compte qu'ils sont des chômeurs en puissance. Mais ce qu'ils ne comprennent pas, c'est que la C.G.T.-F.O. entend mener cette campagne par ses propres moyens. Neumeyer, qui est secrétaire de l'Union des Fédérations de Fonctionnaires, ignore sans doute que pour les ouvriers, F.O. est devenue synonyme de « briseur de grève ».

Plus loin, il ajoute :

Rappelons-nous la période d'avant 1936, quand nous avons dû subir la politique de restrictions des Doumergue et Laval. Le réveil des masses a sonné à son heure et, pour quelque temps tout au moins, nous avons réalisé des victoires. Nous pouvons encore les réaliser, même sans Front Populaire ou sans unité.

Sans unité ! Comme si l'élan de juin 36 n'était pas dû à cette unité retrouvée, qui avait redonné aux travailleurs la confiance en leurs possibilités. Neumeyer ignore que c'est à cette unité

que la classe ouvrière tient le plus. Unie dans l'action, avec comme premier objectif les 40 heures payées 48, voilà la condition de victoires futures. Mais, dussions-nous enlever des illusions à Neumeyer, ce n'est pas « une campagne menée par F.O. avec ses propres moyens » qui pourra inspirer confiance aux salariés. L'échec de la grève F.O. dans les mines, c'est donc si loin que Neumeyer l'ait oublié ?

Incohérences

Dans « TRAVAIL ET LIBERTE », organe des syndicats « indépendants », Martin Leymarie examine une des contradictions du régime capitaliste.

Son article, consacré aux revendications des producteurs de vin et de betteraves, s'intitule : « Quand un surcroît de production est considéré comme une catastrophe ».

Il constate, Leymarie, que l'abondance de la récolte ne fait pas baisser les prix. Mais qui accuse-t-il ? Le système économique ? Pas du tout :

Au lieu de laisser jouer la loi de l'offre et de la demande, on bloque une partie de la récolte.

Le vin ne doit pas sortir des chais. Rarefais artificiellement, les cours remontent ou, du moins, se maintiennent.

Leymarie ne s'est pas encore aperçu que la loi de l'offre et de la demande ne joue qu'en période de rareté. Comment pourrait-on la laisser jouer normalement lorsque l'abondance met en péril le profit et que tout le système est basé sur le profit ? D'où la rarefaction artificielle par le blocage.

Leymarie continue :

Le blocage a été inventé pour que le vigneron puisse vendre sa production à un prix raisonnable et qu'il retire un bénéfice honnête, à cela rien à dire, mais à la condition qu'il n'y ait pas d'abus.

Si les cours dépassent les limites admises, on débloque pour les ramener à un taux de stabilisation.

Ainsi, il admet que cette loi de l'offre et de la demande soit faussée. Malheureusement, c'est toujours au détriment du consommateur, car, afin d'augmenter leur profit, les producteurs s'opposent toujours au déblocage. Pour y parvenir, on se contentait autrefois de détruire les quantités excé-

Pour accentuer
notre lutte ouvrière
SOUSCRIVEZ !
C.C.P. LUSTRE Paris 8032-34